

GESUNDHEITSPOLITIK SCHWEIZ

Victoire encourageante pour la physiothérapie

 Le Journal du Jura | 28.03.2024

Santé - Les physiothérapeutes font plier le Conseil fédéral. Dans la région, le soulagement est de mise alors que les tarifs ne seront pas dictés par l'Exécutif national pour l'instant. Le bras de fer avec les assureurs peut commencer.

Alexandre Wälti

«Je suis extrêmement soulagée que le Conseil fédéral ait entendu notre position et montre son intérêt majeur pour la bonne santé de la population.» Angèle Thijs, responsable de la physiothérapie au Centre hospitalier de Bienne, pèse ses mots et se réjouit de l'écoute témoignée par l'Exécutif national.

Rembobinons un peu pour mieux comprendre ce sentiment. Le 17 novembre 2023, environ 10'000 physiothérapeutes se sont réunis sur la Place fédérale de Berne. Ils ont déposé une pétition de 283'000 signatures pour contester l'intervention tarifaire proposée par le Conseil fédéral. Cette dernière voulait notamment introduire une durée minimale de séance pour la physiothérapie ambulatoire (Le JDJ du 26 septembre 2023). Le 15 mars dernier, le Conseil fédéral suspend finalement son intervention et donne la priorité aux négociations entre les partenaires tarifaires. Ces derniers ont maintenant jusqu'à mai 2025 pour poser les bases de nouvelles conventions.

Un moment unique

Au Réseau de l'Arc, le sentiment d'une reconnaissance de la profession domine. «Cette nouvelle échéance donne de l'espoir et apparaît comme un signe très encourageant», estime Tiago Lima, physiothérapeute et responsable du pôle des thérapies. «Ce n'est pas encore une victoire, puisqu'il reste à négocier les nouvelles conventions. En revanche, nous sommes à présent optimistes pour obtenir des meilleures conditions de travail à l'avenir.»

Au-delà des considérations politiques de santé publique, les doléances exprimées par les physiothérapeutes et le soutien des citoyens apportent du baume au cœur des professionnels de la santé. «Notre équipe était présente lors de la manifestation à Berne», relève encore Angèle Thijs. «J'ai ressenti une véritable solidarité. Depuis 35 ans que j'exerce le métier, je ne me souviens pas d'une pareille mobilisation et d'une telle unité autour d'une revendication pour la défense de notre profession. C'était vraiment très fort et sûrement un tournant important.» Tiago Lima remarque aussi que «cela fait du bien d'être entendu, surtout que nous ne sommes pas de nature à nous mobiliser de la sorte régulièrement».

Les praticiens indépendants sont encore plus heureux après la décision du Conseil fédéral. «Avant la mobilisation, la question que je me posais était vraiment «vais-je continuer mon métier?»» confie Michaela Hähni, physiothérapeute à son compte, à Schwarzenburg. Egalement coprésidente de Physiobern, elle «remercie la ministre de la santé Elisabeth BaumeSchneider d'avoir pris au sérieux la situation». La professionnelle bernoise insiste encore sur un point: «Nous possédons aujourd'hui suffisamment de

données pour calculer le temps et les investissements nécessaires afin d'assurer des soins de qualité. Ces négociations rendues à nouveau possibles renforceront notre profession.»

De l'autre côté de la table, le ton est déjà au bras de fer avant les discussions sur les tarifs. «Dans le secteur de la physiothérapie, les coûts augmentent depuis des années à un rythme supérieur à la moyenne (près de 10 % par an), en particulier dans les grands centres», argue Christophe Kaempf, porteparole de la faïtière des assureurs Santésuisse. «Nous demandons que la durée réelle de la thérapie soit enfin indiquée sur les factures de physiothérapie, ce qui n'est malheureusement pas le cas aujourd'hui. Les patients sont en droit d'attendre plus de transparence.»

Des évolutions positives

Actif depuis 13 ans, Tiago Lima souligne par ailleurs un autre progrès récent pour la profession dans la région. «L'ouverture d'une filière en physiothérapie à la Haute école de Delémont depuis la rentrée de septembre 2023 amène un véritable plus. Ce nouveau cadre renforce notre métier. Nous avons déjà des stagiaires en formation au sein du Réseau de l'Arc.»

Cette offre de formation peut assurer la relève et l'avenir du secteur. «Le manque de personnel qualifié reste d'actualité au sein de la profession. En parallèle, les besoins de la population restent grands et risquent même d'augmenter, si l'on observe notamment l'évolution démographique suisse», remarque encore Tiago Lima. «Il est, dès lors, d'autant plus important de revaloriser la physiothérapie, afin de maintenir la qualité des soins», complète Angèle Thijs. «Quoi qu'il en soit, la décision rendue par le Conseil fédéral est absolument positive tant pour les patientes et patients que les professionnels de la santé.»

Physioswiss, l'organisation nationale des hôpitaux H+, les faïtières des assureursmaladie Curafutura et Santésuisse s'accordent sur une révision du tarif des prestations de physiothérapie ambulatoire avant mai 2025. Autrement, le Conseil fédéral interviendra par voie d'ordonnance.



Les physiothérapeutes ont obtenu une prolongation des délais de négociation jusqu'à mai 2025. Keystone/Gaetan Bally